

ÉCHEC D'UNE STRATÉGIE

AVEC LES
COMMUNISTES
AGISSEZ
POUR LE
TRIOMPHE
DU
**PROGRAMME
COMMUN**
DE
GOUVERNEMENT

AVEC LES
COMMUNISTES
AGISSEZ
POUR LE
TRIOMPHE
DU
**PROGRAMME
COMMUN**
DE
GOUVERNEMENT

ÉCHEC D'UNE STRATÉGIE

"Comment en est-on arrivé là ?". Des millions de travailleurs se sont posés cette question au soir du 19 mars, en apprenant que la majorité était reconduite.

"Comment en est-on arrivé là ?", alors que depuis des mois et des années, les partis de gauche présentaient l'échéance de mars 78 comme décisive et que tout donnait à penser, encore début mars, que *"cette occasion serait la bonne"*.

"Comment en est-on arrivé là ?", alors que les conditions n'avaient jamais été meilleures pour un succès électoral des partis de gauche (existence d'un programme commun de gouvernement, application pendant 18 mois du plan Barre visant, ouvertement, à faire payer la crise aux travailleurs.

L'arrivée au gouvernement des partis de gauche apparaissait pour beaucoup comme la seule perspective permettant, sinon d'en finir avec le capitalisme, du moins d'améliorer leur situation, d'obtenir un certain nombre d'améliorations de leurs conditions de vie ou d'en finir avec la hausse des prix, les licenciements, la répression policière.

Mais le 19 mars au soir, c'était l'échec, un nouvel échec après ceux des législatives de 73 et des présidentielles de 74. Alors, après la déception vint la réflexion.

Fallait-il simplement enregistrer cet échec, le mettre sur le compte des autres, de la *"connerie des gens"* et espérer que la prochaine fois, les voix qui avaient manqué, seraient au rendez-vous ? Si ce type de raisonnement avait paru dominant lors des précédents échecs électoraux des partis de gauche, il en va différemment depuis le 19 mars.

Tous ceux qui ont cru, avec plus ou moins d'intensité, à l'union de la gauche ont tenu à discuter de cet échec et se sont posés la question : *"comment va-t-on parvenir à se débarrasser de cette société capitaliste ?"*

Les militants et sympathisants du P.C.F. n'ont pas été les derniers à s'interroger sur les raisons de cette situation. Si, dès le 20 mars, un communiqué du Bureau Politique les engageait à discuter, le même communiqué fixait des limites précises au débat : *"le P.C.F. ne porte aucune responsabilité, (...) c'est le P.S. qui a viré à droite"*. Ainsi donc les

conclusions étaient tirées à l'avance. Tout était pour le mieux dans *"le plus démocratique des partis"*.

Mais pour bon nombre de militants et sympathisants du P.C.F., cette analyse était trop simple pour être vraie. On avait pendant des semaines et des mois, expliqué qu'il y aurait des ministres communistes, qu'on allait sortir de la crise, que les réformes de structure — les nationalisations en particulier — étaient une sorte de remède-miracle, pour qu'ils se contentent d'attendre 81 ou 83.

Si dans certains cas le découragement conduisit des militants à ne plus rien faire ou même à rendre leur carte, souvent des débats animés eurent lieu dans les cellules, sections et même fédérations, sortant du cadre étroit dans lequel le Bureau Politique avait voulu circonscrire le débat.

Et l'on vit rapidement apparaître dans *"la presse bourgeoise"* des articles de militants du P.C.F. posant de nombreuses questions : l'Humanité refusait, en effet, de publier tout article, tribune libre ou courrier des lecteurs posant les problèmes autrement que le Bureau Politique dans son communiqué du 20 mars. Si la plupart des textes publiés pour *"Le Monde"* ou d'autres journaux émanent d'intellectuels membres du P.C.F., il est clair qu'ils n'ont fait, le plus souvent, que transcrire les questions en débat dans l'ensemble du Parti.

Rien d'étonnant, dans une telle situation, que toutes sortes de points de vue soient

exprimés à l'intérieur et autour du P.C.F. et que les remises en cause concernent aussi bien le fonctionnement du P.C.F., que des aspects, sinon la totalité de sa ligne politique.

Pour ne citer que le texte signé au lendemain du Comité Central de fin avril par 311 militants, bientôt rejoints par 900 autres, on peut constater l'importance des questions en débat :

"Il s'agit d'examiner sans complaisance pourquoi le courant révolutionnaire n'a pu maintenir cette union sur des objectifs transformateurs, n'a pu susciter un courant populaire puissant. Le refus schématique et brutal d'un tel examen témoigne d'une attitude défensive, d'une absence de confiance, vis-à-vis des masses et des membres du parti qu'on persiste à ne pas traiter en adultes".

Même si les signataires de ce texte affirment ne pas vouloir remettre en cause "les acquis du 22ème Congrès", c'est bien la ligne politique du P.C.F. qui est ainsi en débat.

Ces questions, que se posent aujourd'hui militants et sympathisants du P.C.F. et plus généralement tous ceux qui ont cru à ce que pourrait apporter un gouvernement des partis de gauche (1), nous nous les sommes déjà posées, il y a plusieurs années, car nous aussi sommes communistes, animés de la même volonté d'en finir avec le système capitaliste, son exploitation, sa répression et de construire une société socialiste permettant d'avancer vers la société sans classe : le communisme.

C'est pourquoi, c'est fraternellement que nous nous adressons particulièrement à tous ceux qui ont aujourd'hui l'impression d'être dans une impasse et nous leur disons : examinons ensemble les faits : l'échec du 19 mars n'est pas une simple péripétie, c'est l'échec d'une stratégie déjà ancienne, que le 22ème Congrès du P.C.F. n'a fait que préciser : celle du "passage pacifique au socialisme".

la stratégie du 22e congrès du p.c.f.

Le point de départ de la ligne du 22e Congrès du P.C.F. est l'affirmation : *"d'une part, la petite caste qui domine l'économie et l'Etat et d'autre part, l'immense masse de ceux qui vivent de leur travail et servent leur pays, toutes les victimes des monopoles, (...) par delà la diversité des couches sociales, des familles politiques et des courants de pensée".* (2).

En apparence, cette division en deux de la société française correspond à la fois à la réalité et à la théorie marxiste. Les monopoles sont dominants dans notre pays, ils dirigent à la fois des banques, l'industrie, la terre, le pouvoir d'Etat, ils imposent leur loi à l'ensemble du pays.

L'affirmation "par delà la diversité des couches sociales" renvoie à cette description des "masses populaires", avec les ouvriers qui subissent le plus directement la dure exploitation capitaliste, ce sont aussi les employés, les paysans, les ingénieurs et les techniciens, les enseignants et les artistes, les petits et moyens entrepreneurs, c'est la plus grande partie de la population que frappent de plein fouet les méfaits de la politique du grand capital". (2)

On touche là à un point-clé de la stratégie du 22e Congrès. Car peut-on mettre sur le même plan, ces différentes classes et couches sociales et faire comme si elles avaient les mêmes intérêts fondamentaux ? Les faits, la pratique nous conduisent à répondre non : si la classe ouvrière et ceux qui sont directement liés à elle, comme les petits paysans, ont des intérêts fondamentalement opposés à ceux de la bourgeoisie monopoliste, la situation des ingénieurs, cadres, techniciens, petits commerçants ou artisans est plus complexe. La classe ouvrière doit essayer de les gagner à elle, mais sur la base de ses propres intérêts et non par un vaste rassemblement où chacun aurait les mêmes intérêts.

Quant aux petits et moyens patrons, s'ils présentent des différences par rapport aux monopoles, il ne faut jamais oublier que ce sont des patrons, liés au capital monopoliste par 1000 fils et vivant de l'exploitation des millions de travailleurs. Aujourd'hui, en France, 73% de la "population active" sont employés dans des entreprises de moins de 500 salariés et 46% dans les entreprises de moins de 100. Non, la classe ouvrière n'a pas les mêmes intérêts que ces petits et moyens patrons. Chacun s'en rend compte quotidiennement dans les entreprises en question : comment, en dehors des périodes électorales, les ouvriers pourraient-ils faire grève contre leur patron, et soudain, en période électorale, se mettre à penser : nous avons les mêmes intérêts dans le cadre de "l'union du peuple de France" ?

Cette "union du peuple de France" est présentée comme la base stratégique fondamentale du P.C.F. De quoi s'agit-il ? Elle se présente comme une stratégie de large union proposant de concentrer les coups contre une cible la plus réduite possible : il s'agit d'unir contre "la petite caste qui domine l'économie et

l'Etat, l'immense masse de ceux qui vivent de leur travail et servent le pays, de toutes les victimes des monopoles", (2) c'est-à-dire, ne l'oublions pas, y compris les "ingénieurs et techniciens, enseignants et artistes, commerçants et artisans, petits et moyens entrepreneurs". (2)

l'union du peuple de france

A tout ce monde là, on promet avec le programme commun (qui n'est pas avare en promesses dans toutes les directions) le maintien et même l'extension des avantages acquis.

Or si rien ne change pour tous ceux-là, qu'est-ce qui va changer pour la classe ouvrière ; qu'est-ce qui va changer pour les paysans pauvres si on laisse en place le capitalisme agraire, qui est loin d'être entièrement soumis aux monopoles ? Les patrons des P.M.E., s'ils sont relativement soumis aux monopoles, n'exploitent pas moins, mais surtout plus durement les ouvriers.

Non, on ne peut concilier le socialisme et le maintien de l'exploitation. Monopoliste ou non, le capitalisme, il faut le faire disparaître. Il n'y a pas place pour les patrons des P.M.E. dans le mouvement populaire.

En fait "*l'union du peuple de France*" est la base théorique de la tactique électorale du P.C.F., qui consiste à vouloir arriver au gouvernement par les élections et donc à chercher à gagner, par tous les moyens, les voix des "*couches moyennes ou intermédiaires*". "*L'union du peuple de France*" vise à prouver que, sauf quelques monopoles, tout le monde aurait intérêt à un gouvernement de gauche. C'est la conséquence du choix fondamental fait, voici déjà de nombreuses années, de baser toute l'activité du P.C.F. sur les élections pour parvenir au gouvernement, ce que l'on appelle le "*passage pacifique au socialisme*".

Dans toute l'histoire du mouvement ouvrier, jamais, nulle part, il n'y a eu de prise du pouvoir par la classe ouvrière et le peuple de manière progressive et pacifique. Il a toujours fallu, pendant de longues et dures années, accumuler des forces par la lutte quotidienne, puis, à un moment donné, balayer le système capitaliste par la révolution.

Les expériences récentes de l'Indonésie ou du Chili montrent bien que la thèse du passage pacifique, loin de permettre la victoire, laisse le peuple désarmé devant un coup d'Etat fasciste ou impérialiste. Dans chacun de ces pays, les gouvernements de gauche furent balayés par

des coups d'Etat fascistes, soutenus par l'impérialisme américain, sans que le peuple ait eu les moyens de résister.

En serait-il différemment en France ? Regardons autour de nous. Les capitalistes tiennent toutes les commandes du pays, l'armée, la police, l'école, l'idéologie, l'économie, tout l'appareil d'Etat. Laisseraient-ils jouer le jeu de la démocratie électorale jusqu'à voir le peuple arriver au pouvoir ? Qu'est-ce donc que la démocratie bourgeoise, sinon une forme que prend la dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat ?

le passage pacifique au socialisme

Ceux qui répriment aujourd'hui la moindre lutte n'accepteront jamais de se retirer pacifiquement du pouvoir, en France comme partout ailleurs dans le monde.

Cette question est évidemment liée à celle de la violence, question qui se pose quotidiennement, dans la pratique. Quand les travailleurs occupent les usines, mettent en place des piquets de grève, le patronat et le gouvernement parlent de violence. Ils envoient souvent la police et utilisent des milices armées. Comment n'en irait-il pas de même lors de la prise du pouvoir par la classe ouvrière ? C'est inévitable : la bourgeoisie résistera, voudra garder son pouvoir en utilisant tous les moyens à sa disposition, on l'a bien vu fin mai 68 lorsque les chars étaient aux portes de Paris. Et même si la classe ouvrière arrive à prendre le pouvoir, la bourgeoisie tentera de le reprendre.

Si l'on pouvait passer au socialisme sans violence de classe, nous serions les premiers à nous en réjouir. Nul ne veut la violence pour la violence. Mais on ne peut l'éviter dès que l'on se lance dans la lutte et que l'adversaire de classe est prêt à utiliser tous les moyens en sa possession, et ces moyens sont nombreux.

Sur cette question de la violence, décisive pour qui veut réellement le socialisme, le 22ème Congrès du P.C.F. comporte une contradiction insurmontable. D'une part, le texte lance une mise en garde : "*La grande bourgeoisie exploiteuse ne renonce jamais de son plein gré à sa domination et à ses privilèges. Elle a toujours tendance à utiliser tous les moyens possibles pour les préserver ou les reconquérir. L'expérience douloureuse du Chili, la situation actuelle du Portugal en témoignent (...). Dès lors, les travailleurs, les masses populaires ne peuvent se limiter à exercer leur droit de vote une fois tous les cinq ou sept ans (...). Il n'y a*

d'autre moyen de faire respecter les revendications immédiates, d'imposer les transformations profondes qui conduisent au socialisme que la lutte". (3) Mais dans le même texte du 22ème Congrès, on peut aussi lire : "Révolution n'est pas synonyme de violence. La guerre civile ne figure pas dans les objectifs du P.C.F.

contraire on en reste à des vœux pieux sur la démocratie, alors que la bourgeoisie ne la respecte même pas et viole sans cesse ses propres lois. Alors à quoi s'en tenir sur la question de la violence ? En ce domaine, comme dans les autres, la pratique éclaire les textes du 22ème Congrès : dans la plupart des luttes, les



Ce qu'il propose à la classe ouvrière et au peuple de France, c'est d'assurer par leur action une avancée démocratique vers le socialisme dans la liberté et la paix civile". (4).

Cette double position est intenable. Il faut choisir : ou l'on organise la lutte de masse contre la bourgeoisie et dans ce cas, il faut aller jusqu'à la lutte violente des masses, ou, au

travailleurs ont à affronter les jaunes, la milice patronale ou la police, à utiliser la violence de classe. Les travailleurs y sont-ils préparés par ceux dont ce devrait-être justement le rôle, les dirigeants du P.C.F. ? Non et même au contraire, ils ont vite fait de traiter de provocateurs ceux qui veulent se donner les moyens nécessaires à la lutte, pour résister à la violence

de la bourgeoisie. "*Pas de provocations, camarades*", et un refrain bien souvent entendu dans les usines face à la police, à la campagne face aux cumulars, dans les quartiers face aux expulseurs.

Décidément, la voie pacifique, les élections organisées par la bourgeoisie ne pourront jamais permettre d'arriver au socialisme. On retrouve le même problème quand on examine les autres aspects de la ligne du 22ème Congrès.

le rôle de la classe ouvrière

Le 22ème Congrès consacre un chapitre entier à "*la classe ouvrière, force dirigeante des luttes populaires*" : "*aujourd'hui la classe ouvrière se trouve à l'avant-garde de la lutte pour les transformations de la société*". (5)

Mais dans le chapitre "*l'union du peuple de France pour le changement démocratique*", il n'est plus question de lutte de classe. Pas plus que dans le livre de G. Marchais "*Parlons franchement*", publié dans le cadre de la campagne électorale. On y retrouve, en effet, la reprise mot pour mot de certaines résolutions du 22ème Congrès, sauf celle concernant la classe ouvrière. Alors que le 22ème Congrès parle de "*force dirigeante des luttes populaires*", G. Marchais ne parle plus que de "*force décisive dans les luttes sociales*", qui joue "*un rôle éminent dans les luttes politiques*". Plus de trace du rôle dirigeant de la classe ouvrière.

Le 22ème Congrès, lui-même, en vient à ne plus parler que de rassemblement : "*l'union du peuple de France, c'est le rassemblement de tous les démocrates, de tous les patriotes*". (6) Ce n'est pas un hasard si le même 22ème Congrès a confirmé l'abandon officiel de la notion de dictature du prolétariat, expression du rôle d'avant-garde de la classe ouvrière sous le socialisme.

Au delà des divisions entre Français et immigrés, entre jeunes et vieux, entre hommes et femmes, en différents syndicats ou partis, en différents métiers, les intérêts de la classe ouvrière sont fondamentalement les mêmes. Il y a deux classes aux intérêts totalement opposés : la bourgeoisie et le prolétariat.

La classe ouvrière est la classe la plus révolutionnaire, celle qui a le plus intérêt à lutter contre la bourgeoisie et pour le socialisme. C'est elle qui n'a à perdre que son exploitation avec le capitalisme et qui a un monde à gagner avec le socialisme.

Pour remporter la victoire dans la lutte

contre le capitalisme, il faut rassembler le plus grand nombre, il faut réaliser une large union des masses populaires. Mais pour atteindre un tel objectif, ce qui est fondamental c'est le rôle de la classe ouvrière. Dans notre pays, la classe ouvrière joue un rôle déterminant du fait de son nombre, mais surtout, c'est elle et elle seule qui peut diriger une alliance de tout le peuple contre le capitalisme : la classe ouvrière est la classe dirigeante dans la lutte pour le socialisme.

On ne peut alors que s'interroger sur le fait qu'en 1966, à la veille de son 18ème Congrès, le PCF comptait plus de 46% d'ouvriers, alors qu'en 1974, ils n'étaient plus que 32,2% (7).

De la même façon, le fait de miser toute la stratégie du PCF sur les élections au lieu de la dynamique révolutionnaire exclut d'office les millions de travailleurs immigrés qui ne votent pas mais qui ont montré dans les luttes de ces dernières années qu'ils représentaient une force active de la lutte de classe.

Ainsi, la stratégie du 22ème Congrès qui consiste à additionner toutes les "*victimes des monopoles*" pour tenter d'obtenir une majorité électorale, nie, dans les faits, le rôle de la classe ouvrière.

On en retrouve de nombreux exemples dans la vie de tous les jours. Ainsi le P.C.F., ces dernières années, a essayé d'imposer la revendication des augmentations hiérarchisées, en pourcentage, qui reviennent à brader les intérêts des ouvriers au profit des privilèges des cadres. De la même façon, les dirigeants du P.C.F. se sont fait les défenseurs de la légitimité de la hiérarchie capitaliste.

L'organisation des ingénieurs, cadres et techniciens dans des syndicats distincts de ceux des ouvriers et une application concrète de cette conception erronée, car elle particularise ces couches au lieu de vouloir les unir à la classe ouvrière.

l'unité autour de la classe ouvrière

Oui, il existe d'autres couches et classes sociales qui ont au fond les mêmes intérêts que la classe ouvrière : les petits et moyens paysans, les employés, les petits commerçants, des ingénieurs, cadres et techniciens, une grande partie des intellectuels.

Il faut chercher à unir tout ce qui peut-être uni autour de la classe ouvrière. Celle-ci ne peut gagner seule, elle a besoin d'alliés pour faire échec à la bourgeoisie avec tous les moyens dont elle dispose, pour préparer et réaliser son renversement, pour édifier le socialisme et

s'opposer à toutes les tentatives de restauration du capitalisme. Cela les travailleurs l'ont appris au cours de plus de cent années de luttes de classe.

Comment faire cette unité ? En 1927, le P.C.F. appelait à faire l'unité "*classe contre classe*" — classe ouvrière contre bourgeoisie capitaliste — ce qui permit notamment de mettre en échec les plans de la réaction fasciste au cours des années 30. Mais aujourd'hui, les dirigeants du P.C.F. ont rejeté ce mot d'ordre et Kanapa est même allé, à l'automne dernier, dans "*France Nouvelle*", jusqu'à le qualifier de "*mot d'ordre stalinien*" !

Unir toute la classe ouvrière et ses alliés dans la lutte "*classe contre classe*", c'est avant tout lutter contre la bourgeoisie. Cette unité là se construit dans les luttes, les grèves, les assemblées générales, les piquets de grève, les manifestations, quand la classe ouvrière se dresse contre la bourgeoisie.

Quand on fait grève, une fois que tous ceux des ateliers sont dans le coup, si l'on veut établir un bon rapport de forces pour faire céder le patron, il faut gagner à la lutte ceux des bureaux, les employés, mais aussi des techniciens, des ingénieurs. Et, de fait, quand le mouvement est fort chez les ouvriers, quand une ligne juste est appliquée, on réussit à les rallier, on va même quelquefois jusqu'à neutraliser une partie de la maîtrise. Ce qui est vrai à l'usine l'est également à l'échelle de la société.

"*Diviser pour régner*" tel est l'objectif permanent de la bourgeoisie. A tout moment, et de mille façons, les exploiters s'acharnent à envenimer les contradictions qui existent au sein de la classe ouvrière ou même à en créer de toute pièce.

Le racisme distillé par le pouvoir et alimenté par de larges campagnes de presse empoisonne de nombreuses consciences et divise les rangs ouvriers.

Cette unité révolutionnaire, si elle a été portée à un haut niveau dans le passé, est aujourd'hui à reconstruire pour l'essentiel : lors des élections de mars, près de 30% des ouvriers n'ont-ils pas voté pour les candidats du plan Barre, du chômage, de la baisse du salaire réel, de la répression, pour des défenseurs ouverts du système capitaliste !

Et pourtant aujourd'hui, les dirigeants du P.C.F. ont abandonné cette conception de l'unité au profit des ententes sans principe pratiquées au sommet avec des politiciens bourgeois du genre Mitterrand. Cela tourne le dos aux intérêts de la classe ouvrière et conduit à la défaite. C'est ce qu'ont montré les querelles qui ont secoué l'union de la gauche ces derniers mois.

A partir du moment où la direction du P.C.F. basait toute son activité sur le passage pacifique au socialisme, sur les élections pour gouverner, elle condamnait le parti à chercher des voix dans le cadre du système électoral. Pour gagner des voix lors des élections bourgeoises, il a fallu faire des concessions aux classes et couches moyennes et donc au P.S. puisque c'est celui-ci qui devait apporter à la gauche les voix qui lui manquaient.

les rapports du p.c.f. et du p.s.

"*Une balle dans la tête pour chaque communiste*", c'est ce que demandaient les dirigeants socialistes en 1939. Il est bon de rappeler de telles citations à l'heure où l'on voudrait nous faire croire que le P.S. a viré à droite... depuis son congrès de Nantes en juin 1977.

En fait, affirmer que le P.S. a viré à droite peu avant les élections législatives, c'est à la fois semer des illusions sur ce qu'est véritablement le P.S. et c'est aussi se décharger à bon compte de la défaite de la gauche.

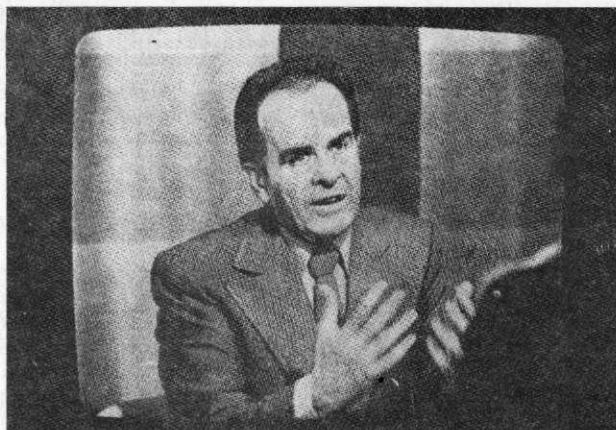
Car, en fait, il n'y a rien de nouveau chez les dirigeants socialistes depuis le Congrès de Tours où la minorité refusa d'adhérer à l'Internationale Communiste. Léon Blum, disait lui-même qu'il était un "*gérant loyal du capitalisme*"; Mitterrand aujourd'hui exprime des convergences avec le gouvernement, Jules Moch créa les C.R.S. en 1947 contre le mouvement de grève ; Guy Mollet organisa la guerre contre le peuple algérien et envoya le contingent ; Mitterrand, onze fois ministre sous la 4ème République, assassina Fernand Yveton, le communiste algérien ; le P.S. a toujours été un parti réformiste.

Y avait-il lieu, en septembre 77 de faire semblant de le découvrir ? Les dirigeants du P.C.F. savaient tout cela, eux qui ont signé le programme commun en cachant la vérité sur la nature réelle des Mollet, Defferre et Mitterrand. Au lendemain de la signature du programme commun, Marchais ne rappelait-il pas certaines vérités à propos du P.S. devant le Comité Central (8). Mais ce texte resta secret pendant des années : il fallait faire l'unité à tout prix.

Car pour gagner des voix, le Comité Central alla de concessions en concessions avec les dirigeants du P.S., toujours au nom de l'unité. Il ressuscita un P.S. qui était descendu, lors des présidentielles de 69, à presque 5% des voix et "*réussit*", lors des législatives, à se faire dépasser en voix pour la première fois depuis 1945.

Alors, qui est responsable ? Le P.S. qui aurait

22 septembre 77 sur Antenne 2 : Marchais implore Mitterrand :
 "Faites un pas et l'accord peut être signé"



Mitterrand ne bougera pas d'un pouce.
 Pourtant le 13 mars
 l'Humanité pavoise à propos d'un simple accord de désistement
 acquis de longue date.

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

l'Humanité

MARDI 14 MARS 1977 — 5 heures du matin — 100 pages — N° 10 424 (77 JOURS) — 1,00 F.

6, RUE DU FAUBOURG POISSONNIERE - PARIS (2E) - Tél. 240-50-50

ÇA Y EST !

ACCORD A GAUCHE

ON PEUT BATTRE LA DROITE

Communistes, socialistes et radicaux de gauche adoptent une déclaration politique. Vers un grand élan populaire autour des candidats d'union

Mardi, vers 20 heures, au Bourget, lors de leur réunion, les députés de gauche ont adopté la déclaration politique suivante : « Nous sommes prêts à signer un accord de désistement en faveur des candidats d'union ». Cette déclaration a été adoptée à l'unanimité.

À l'issue de la réunion du Comité exécutif, Georges Marchais a déclaré : « C'est un grand pas. C'est un grand élan populaire. C'est un grand pas vers l'unité ». Il a ajouté : « Nous sommes prêts à signer un accord de désistement en faveur des candidats d'union ».

Page 3 : la déclaration de Georges Marchais.

12-13-19

L La nouvelle partie de gauche qui s'est constituée hier soir au sein du Parti communiste est constituée en accord politique en vue du second tour. Il s'agit d'un accord politique qui vise à unir les forces de gauche et de droite pour battre la droite.

CE SOIR A LA RADIO-TV

Page 3 : la déclaration de Georges Marchais.

Page 4 : la déclaration de Georges Marchais.

"viré à droite" ou bien ceux qui pendant des années ont caché la vérité sur le P.S. et l'ont fait renaître de ses centres ? La véritable responsabilité revient à ceux qui ont développé une conception opportuniste de l'unité, et qui après six mois de polémique à propos du virage à droite du P.S., du refus de celui-ci d'accepter les propositions d'actualisation du programme commun, d'affirmation qu'aucun accord ne serait signé sans que les divergences ne soient réglées sur les nationalisations, que rien n'était possible à moins de 21% de voix, ont signé l'accord bâclé du 13 mars qui ne réglait que la question des désistements. Le titre de l'Humanité du 14 mars : *"Ça y est"* pouvait laisser penser qu'effectivement ce que demandaient les dirigeants du P.C.F. était accepté (pas de désistement sans accord sur la politique du gouvernement et sur le nombre de ministres P.C.F.). Rien n'était moins faux. La seule raison de cet accord, finalement était l'obligation dans laquelle se trouvaient les dirigeants du P.C.F. de quémander le désistement du P.S. pour conserver ou légèrement augmenter le nombre de députés. Voilà où mène l'électoratisme et les concessions opportunistes !

Si le programme commun a été signé en 1972, c'est bien qu'entre les dirigeants du P.C.F. et du P.S. existaient les bases permettant cette entente : l'absolu besoin, pour le P.C.F., dans le cadre de sa stratégie électorale, de s'assurer des alliés, la nécessité du P.S. de se donner un nouveau visage de *"gauche"* pour arrêter son érosion.

Mais si le programme commun est mort aujourd'hui, c'est qu'au delà de l'accord de 1972 prévoyant un certain nombre de réformes du capitalisme et une *"démocratisation"* de l'Etat capitaliste, il existe des divergences de fond.

Dirigé par les technocrates qui gèrent déjà des secteurs du capitalisme (comme Sarre aux P.T.T.), conduit par des énarques comme Rocard ou Chevènement, le P.S. entend mettre ses hommes modernistes et d'avenir au service d'une politique *"jeune et dynamique"*, dans le style *"jeune cadre"*, mais qui ne représente aucune différence de nature avec les tenants actuels du pouvoir, comme le montrent les vieux notables de province, du style Defferre.

Le projet des dirigeants du P.C.F. n'est pas le même. Dirigé par d'anciens militants ouvriers, gérant déjà de nombreuses institutions (comités d'entreprise, cantines, coopératives, municipalités), le P.C.F. entend imposer un type d'Etat particulier.

Si l'on regarde de près où nous conduirait la mise en application des mesures préconisées par les dirigeants du P.C.F., on s'aperçoit qu'il ne s'agit pas tant de combattre les

monopoles et de détruire le système capitaliste d'exploitation, que de prendre la tête de ces monopoles, de se substituer à la *"petite caste"* des monopoleurs par le truchement des réformes de structures, des nationalisations. C'est seulement le sommet de la société qui changerait. Les rapports sociaux mis en place par le capitalisme se perpétueraient.

le véritable projet des dirigeants du p.c.f.

Le 22ème Congrès affirme que *"la mise en œuvre du programme commun (...) se traduira par de véritables réformes de structure, s'attaquant à la domination des monopoles capitalistes. C'est la caractéristique essentielle du programme commun. Au premier rang de ces réformes figure une série de nationalisations"*. (9)

Ces fameuses réformes de structures porteraient-elles vraiment un coup à la domination des monopoles ? Il faut y regarder de près. Prenons l'exemple des nationalisations. C'est bien les structures du capitalisme qu'il s'agit de réformer. Ce qui veut dire que, même si quelques patrons perdent leur droit de propriété, le système capitaliste reste. Le 22ème Congrès ne le nie pas. Cela veut donc dire que la concurrence capitaliste reste, de même que la hausse des prix, le chômage puisque ce sont des fruits du capitalisme.

Les travailleurs seraient toujours exploités, comme ils le sont aujourd'hui dans les entreprises nationalisées. La seule différence serait que quelques grands secteurs industriels seraient dirigés par l'Etat, par les représentants du gouvernement de gauche. Mais pourquoi et comment ce gouvernement pourrait-il échapper, lui, aux lois de la concurrence capitaliste, du profit maximum, sous peine de disparaître dans le système capitaliste.

En fait, à travers cet exemple, on comprend que le type de société que préconisent les dirigeants du P.C.F. est proche de celui qui existe aujourd'hui en Union Soviétique, depuis que le capitalisme y a été rétabli : les nationalisations concentrent tous les secteurs bancaires et industriels, aux mains de l'Etat et de la nouvelle bourgeoisie bureaucratique qui accapare la totalité du pouvoir. L'Etat n'est pas un état socialiste.

Le gouvernement de gauche, tel que le conçoit le P.C.F., reposerait sur tout le réseau de cadres politiques et syndicaux qui sont présents dans les usines et gèreraient les

entreprises nationalisées. Ce serait un capitalisme monopoliste bureaucratique d'Etat.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si c'est sur la question du nombre de nationalisations et du choix de leurs P.D.G. que les négociations pour la réactualisation du programme commun, ont surtout échoué. Ce qui était derrière ce débat, c'était deux conceptions différentes du capitalisme. Pour les dirigeants du P.C.F., plus le nombre de filiales était grand, plus leur part de pouvoir par rapport au P.S. aurait été important, d'autant que les P.D.G. des entreprises nationalisées devaient être élus par les Conseils d'Administration et non nommés par le gouvernement. Quand on connaît la représentativité de la C.G.T. dans les entreprises et la manière dont le P.C.F. s'y réserve la plupart des postes de direction, on voit bien ce que recouvre réellement la polémique du P.C.F. et du P.S.

Même si un programme commun actualisé avait été signé en septembre 77, les divergences auraient ressurgi, d'autant plus fortes que les projets différents du P.C.F. et du P.S. auraient été confrontés à l'épreuve du gouvernement. Cela aurait-il été un mieux ou un mal pour les travailleurs ? Cela n'aurait rien changé de fondamental car aucun des 2 programmes ne sort du cadre du capitalisme exploiteur. Aucun ne peut donner un gouvernement au service des travailleurs, ne peut déboucher sur le socialisme.

Si l'on se pose les raisons de l'échec de la gauche, de l'impasse dans laquelle de nombreux militants du P.C.F. et travailleurs pensent être, il faut se poser clairement la question de la stratégie du P.C.F. exprimée lors de son 22ème Congrès. Stratégie qui déboucherait non sur le socialisme, mais sur une nouvelle forme de capitalisme, le capitalisme bureaucratique d'Etat. Ce projet est aussi perceptible quand on regarde l'attitude des dirigeants du P.C.F. par rapport aux luttes.

les dirigeants du p.c.f. et les luttes populaires

Depuis 2 ans maintenant s'appliquent de manière systématique les plans Barre. Ces différents plans du pouvoir, derrière leurs présentations différentes, ont tous le même but : augmenter le taux de profit et donc exploiter encore plus férocelement la classe ouvrière et les différentes couches du peuple : cortège de fermetures d'entreprises et de

licenciements, augmentation du chômage, malgré le trucage des statistiques gouvernementales, limitation des augmentations de salaires qui ne doivent pas dépasser les prix, mesurés selon l'indice officiel de l'I.N.S.E.E., c'est-à-dire baisse du salaire réel de 2 à 3% par an, etc...

Ce n'est pas la première fois que le mouvement ouvrier se retrouve face à une attaque déterminée comme celle de Giscard-Barre. Un seul moyen existait et existe pour mettre en échec le plan Barre : c'est d'organiser la lutte, d'unir tous ceux qui sont attaqués, préparer les conditions d'un mouvement d'ensemble contraignant le pouvoir à céder et permettant d'arracher la satisfaction de revendications.

C'est tout le contraire qu'ont mis en œuvre les dirigeants du P.C.F. depuis 2 ans (et depuis plus longtemps en fait) : après une première journée de grève nationale le 7 octobre 1976, grève la plus importante depuis mai 68, les dirigeants du P.C.F. ont laissé la combativité réelle des travailleurs s'essouffler dans une série de luttes partielles, non coordonnées, seulement ponctuées par quelques journées d'action.

C'est ainsi que pour prendre l'exemple d'E.D.F. ou des P.T.T., une douzaine de grèves de 4 h, de 24 h ou de 48 h se sont succédées en 2 ans, tous les 2 mois environ. Ces grèves non seulement n'aboutissent à aucun résultat concret pour les travailleurs, mais entraînent une participation à chaque fois plus faible. En décembre 77, le mouvement reprend cependant de l'ampleur à E.D.F. avec une forme de lutte efficace, les grèves avec coupures par régions qui présentent l'avantage de coûter peu aux travailleurs et de provoquer des coupures quotidiennes. Il n'est que de voir la campagne hystérique de la presse bourgeoise contre les coupures de courant pour être certain de l'efficacité de cette grève.

Malgré cela, le 4 janvier 78, la fédération C.G.T. annonce son opposition résolue à la continuation du mouvement. Et ceci sans consultation des travailleurs, sans aucune raison liée à la mobilisation des grévistes. Pourquoi alors ? Il faut se rendre à l'évidence et bien comprendre que la seule motivation était de ne pas "effrayer" les électeurs des couches moyennes et surtout les patrons des P.M.E. qui avaient demandé l'interdiction du droit de grève à E.D.F., et ceci à quelques semaines des législatives. Peu importait finalement la satisfaction des revendications des travailleurs d'E.D.F. (200 F. mensuels pour tous) : l'électoralisme commandait tout.

Cet exemple, pour caractéristique qu'il soit, est loin d'être isolé. Dans tous les secteurs on a laissé les luttes isolées. Dans tous les secteurs les grèves de 24 h. se sont succédées, sans aucun

résultat positif pour les travailleurs. Il fallait gagner les élections à tout prix.

En fait, les dirigeants du P.C.F. ne considèrent la lutte des masses que comme un support pour la *"voie démocratique au socialisme"*, pour la voie électorale. C'est ainsi que depuis des années les grèves et manifestations ne sont organisées que pour *"faire pression"*, pour rassembler en vue des élections. C'est le sens du mot d'ordre rabaché pendant des années lors des grèves : *"union, action, programme commun"* : le seul débouché aux journées d'action était de voter le programme commun ! Il fallait attendre les élections qui régleraient tous les problèmes. Mais les élections n'ont rien réglé. Le plan Barre III frappe.

Alors les dirigeants du P.C.F. sont obligés de faire à nouveau des appels à la lutte : *"la condition première d'un changement favorable aux travailleurs réside exclusivement dans l'action, dans la lutte (...). Partout, il faut éveiller, animer, organiser la prise en mains par les intéressés de leurs revendications et de leurs aspirations, leur action pour faire triompher les meilleures solutions possibles, dès maintenant"* (10).

Cet appel marquerait-il un changement profond d'attitude par rapport aux luttes ? Le même éditorial nous apporte la réponse : *"C'est dans cette action que se reconstruira une union plus forte et plus large, l'alliance solide et la coopération durable des hommes et des partis décidés vraiment à procéder à des réformes de structures mettant en cause la domination du capital sur la vie nationale"*. Et G. Marchais dans son rapport au Comité Central de fin avril précisait déjà : *"C'est à partir des luttes quotidiennes, dans leur diversité, c'est dans l'action "en bas" rassemblant tous ceux qu'elle concerne, que se réalise l'Union de la gauche la plus solide et la plus durable dont notre peuple a besoin pour aller de l'avant"*.

Ainsi donc, c'est clair : le but de ces appels à la lutte est de refaire une fois de plus cette union de la gauche défunte (*"alliance solide des hommes et des partis"*) pour une politique réformiste (*"les réformes de structures"*). Il s'agit simplement de s'adapter à la situation nouvelle et à la combativité des travailleurs, dans le cadre de la même stratégie. La meilleure preuve, c'est qu'en même temps que paraissent ces appels à l'action et à la lutte, G. Ségué, membre du Bureau Politique, négocie à froid, sans aucun rapport de forces, avec Giscard, Barre et Ceyrac. De la même façon, ce ne sont pas les responsables du P.C.F. à la tête de la C.G.T. qui ont été à l'avant-garde de la lutte de la R.A.T.P. Ils ont, au contraire, laissé la grève sans perspec-

tives, tout comme ils n'ont pas contribué à étendre à l'ensemble du trust Renault les luttes parties de Cléon et de Flins, laissant les grévistes isolés.

le centralisme démocratique

Une question qui revient très souvent dans le débat en cours à l'intérieur du P.C.F. est celle du centralisme démocratique et de son fonctionnement concret, bref de la démocratie qui peut exister en son sein, puisqu'il existe bien un Centre dirigeant (Comité Central, Bureau Politique, Secrétariat, Secrétaire Général omniprésent ces derniers mois pour représenter le parti).

Une première constatation s'est rapidement imposée dans le débat : un certain nombre de virages dans la ligne du P.C.F. ont été décidés sans aucune consultation des organismes et des militants, sans même le plus souvent les informer, puisque c'est par des interviews ou des conférences de presse à la radio ou la télévision bourgeoises qu'ils l'apprenaient ! Il en a été ainsi sur la bombe atomique, l'Europe, le P.S., l'auto-gestion et, plus grave encore, sur un des principes essentiels du marxisme et du léninisme : la dictature du prolétariat.

Mais les critiques du fonctionnement du P.C.F. vont souvent plus loin, tel Althusser qui compare le mode de fonctionnement de son parti à celui de l'Etat bourgeois lui-même. Il voit, en effet, tout d'abord, un aspect *"parlementaire"* dans le P.C.F. : à une extrémité se trouve le peuple des militants, qui discutent librement dans leurs cellules et leurs sections. Mais ceci s'arrête une fois atteinte la barre des secrétariats de fédérations dirigés par des permanents. Au-dessus tout l'appareil du parti, les cadres, dirigeants et permanents, tous unis par un pacte qui fait l'unanimité de façade, chacun faisant corps avec les critiques des militants de base. L'autre aspect, c'est ce qu'Althusser appelle *"l'aspect militaire du parti"*, l'absence de cloisonnement entre les cellules, l'absence de toute communication interne autre que verticale du sommet vers la base. Ces deux aspects conjugués produisent pour Althusser un *"mode de fonctionnement bourgeois de la politique"*.

Certains militants du P.C.F. qui, après avoir fait l'analyse du fonctionnement du P.C.F. et avant tout de l'absence totale de démocratie (on peut toujours débattre tant qu'on veut dans les cellules, cela ne change rien), en viennent à remettre en cause le

centralisme démocratique lui-même. Ils croient, en effet, de fort bonne foi que ce principe d'organisation est encore celui qui existe au sein de leur parti.

Or le fonctionnement actuel du P.C.F. n'a plus de commun que le nom avec le Centralisme démocratique tel qu'il a été défini par Lénine dans sa lutte pour édifier un véritable parti communiste en Russie, en opposition avec la pratique des partis social-démocrates qui acceptaient et même encourageaient les tendances et fractions dans le but de réviser et de falsifier le marxisme lui-même.

Dans un Parti Communiste authentique, en effet, où domine l'idéologie prolétarienne, l'interdiction des fractions et la discipline impliquent le droit de discussion et de critique des organisations de base et de l'ensemble des militants. Il s'agit même d'un devoir. Car si la base du parti, si les masses acceptent sans réfléchir, sans jamais faire preuve d'esprit critique, les analyses et la ligne avancées par les dirigeants, le parti peut connaître les graves méfaits du suivisme et ne pas être à même de critiquer et rectifier les erreurs quand elles se produisent.

Les différents organismes du parti doivent synthétiser les avis des militants et effectivement, sur cette base, arrêter la ligne qui sera suivie. Car, à ce moment, le principe de la soumission de la minorité à la majorité doit être appliqué. Quand l'organisme dirigeant (congrès, Comité Central) a fixé la ligne en tenant compte des critiques et des avis exprimés par les cellules et par les organismes intermédiaires, tous les militants ont le devoir absolu d'agir dans le sens décidé, même s'ils conservent des désaccords.

Mais force est de constater que le P.C.F., aujourd'hui, ne pratique plus du tout de cette manière. A la place du centralisme démocratique, c'est un centralisme autoritaire et bureaucratique, qui ne tient aucun compte de l'avis de la base, lié à un ultra-démocratie dans les cellules.

D'ailleurs, toute critique émanant aujourd'hui d'un militant du P.C.F. quant à la ligne politique ou au fonctionnement est immédiatement assimilée à une attaque contre le parti et la direction. Ainsi Paul Laurent affirme dans *"France Nouvelle"*, dans un article sur le centralisme démocratique : *"certains articles écrits par quelques membres du parti dans la presse adverse constituent une attaque frontale contre la politique du parti et sa direction !" (11).*

Une autre preuve que le centralisme démocratique n'existe plus au P.C.F., c'est le

refus systématique de la direction de toute autocritique. Si un parti est communiste, il n'a pas peur de reconnaître ses erreurs, d'en discuter (y compris avec les masses) et de se corriger. Or dès le communiqué du Bureau politique du 20 mars, tout est clair : *"le P.C.F. n'a aucune responsabilité"*.

Ainsi donc, il ne suffit pas de remettre en cause certains aspects ou même la totalité de la ligne du 22e congrès, c'est l'ensemble de la ligne suivie par les dirigeants du P.C.F. qui est en cause. Et les différents points que nous avons abordés, nous amènent à affirmer que le P.C.F. n'est plus un Parti Communiste, même s'il en porte encore le nom, même si ses dirigeants essaient de le faire croire encore ; ce reniement du marxisme, du léninisme, de ce fait un Parti Communiste n'est pas nouveau.

un processus déjà ancien

Il faut se rendre à l'évidence : le parti que dirige aujourd'hui G. Marchais n'a plus rien de commun avec le parti qui s'édifia à travers mille difficultés avant le déclenchement de la seconde guerre mondiale, qui participa à la résistance armée contre l'occupation nazie et qui conduisit les grandes luttes de classe dans la période de mai 1947 à novembre 1952.

Mais c'est tout un processus qui a conduit à transformer le parti du prolétariat qu'il était depuis 1920 en son contraire. Les racines de ce processus existaient déjà avant 1939 et se révélaient dans l'esprit opportuniste de droite et parlementaire impulsé par Maurice Thorez au moment du Front Populaire. L'attitude du parti envers les peuples colonisés fut aussi, à la même période, la marque d'une idéologie rompant avec le léninisme à la fois sur le plan théorique et pratique.

Pendant la guerre et l'occupation nazie, le parti dirigea des luttes héroïques et des dizaines de milliers de ses militants sont morts sous son drapeau. Mais, dans le même temps, les dirigeants communistes ont délibérément placé leurs forces à la remorque de la bourgeoisie. Ils n'ont pas contesté une seconde l'auto-institutionnalisation de la France libre et de son empire par de Gaulle à Brazzaville en octobre 1940. Ensuite, avant le déclenchement de l'agression hitlérienne contre l'Union Soviétique, en mai 1941, dans une résolution du Comité Central clandestin du P.C.F., ils ont annoncé leur soutien actif à toutes personnalités et tous généraux de la bourgeoisie qui engageaient la



*Kroutchev
reçu par
Thorez à
Paris.
Deux
propagandistes
zélés du
"passage
pacifique
au socialisme"*

lutte contre l'occupant. La ligne de collaboration de classe avec la bourgeoisie n'a pas commencé en 1945, à la Libération, mais bien avant au cours de la guerre elle-même. Dans la question du front national, les dirigeants du P.C.F. ont adopté une ligne opportuniste qui consistait d'emblée à délaisser l'objectif stratégique de la révolution prolétarienne, (même si la réalisation de cet objectif comporte une étape préalable de libération nationale).

A la Libération, les dirigeants du P.C.F. contribueront efficacement à la reconstruction de l'"économie nationale", c'est-à-dire, dans les faits, à la remise sur pied du système capitaliste. C'est alors qu'intervient une initiative dont on peut assurer qu'elle fut la première manifestation du révisionnisme moderne en France : l'interview du 18 novembre 1946 de Maurice Thorez au journal anglais "Times". Dans ce texte figure, en effet, le passage suivant : "Les progrès de la démocratie à travers le monde, en dépit de

rare exceptions qui confirment la règle, permettent d'envisager pour la marche au socialisme d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes. De toute façon, le chemin est nécessairement différent pour chaque pays. Nous avons toujours pensé et déclaré que le peuple de France, riche d'une glorieuse tradition, trouverait lui-même sa voie vers plus de démocratie, de progrès et de justice sociale".

Par cette déclaration, le secrétaire général du P.C.F. s'appuyant sur le prétexte, d'ailleurs jamais contesté par les marxistes-léninistes, des conditions spécifiques nationales de chaque révolution prolétarienne, préparait insidieusement la voie à la révision et à la trahison des principes révolutionnaires universels établis par Marx, puis par Lénine, sur la question du passage du capitalisme au socialisme. Il renonçait à la voie inéluctable de la violence révolutionnaire armée.

Les grandes étapes ultérieures de la pénétration du révisionnisme moderne dans le P.C.F. peuvent être sommairement résumées comme suit : de 1956 à 1960, l'approbation sans réserve des thèses développées par Kroutchev devant le 20e congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, sur le passage pacifique, la question de Staline, etc... En 1962 et au cours des années suivantes, le débordement d'injures lancées contre le Parti Communiste chinois et le Parti du Travail d'Albanie, après avoir essayé de se faire le conciliateur auprès de ce dernier pour tenter de le réconcilier avec les révisionnistes kroutchéviens. En mars 1966, l'adoption du fameux "*Manifeste d'Argenteuil*" sur les problèmes idéologiques et culturels. Ensuite l'adoption, en décembre 1968, du "*Manifeste de Champigny*" "*pour une démocratie avancée, pour une France socialiste*", puis la signature du "*programme commun*" le 27 juin 1972 qui va fonder toute la politique du P.C.F. au cours des années suivantes et la fonde encore aujourd'hui, en dépit de l'échec de la gauche aux législatives.

Tout ce processus constitue la révision, l'abandon et la violation des principes révolutionnaires du marxisme-léninisme (et c'est pourquoi nous parlons à propos des dirigeants du P.C.F. de dirigeants "*révisionnistes*"), mais il restait à en tirer officiellement les conséquences théoriques. Cette tâche fut assumée par le 22e Congrès en février 1976, au cours duquel les dirigeants du P.C.F. firent approuver le rejet officiel de la dictature du prolétariat et préparèrent les conditions du rejet de tous les autres principes marxistes-léninistes dont se réclame encore, en paroles, leur parti.

A plusieurs reprises, depuis lors, G. Marchais déclara : "*nous irons encore beaucoup plus loin.*" N'est-il pas question de remettre en cause le centralisme démocratique, dont on a vu certes qu'il été remplacé depuis longtemps par les dirigeants révisionnistes par un autoritarisme bureaucratique ? Et certains ne vont-ils pas jusqu'à proposer de changer le sigle du parti et d'en retirer le terme de "*communiste*" ?

peut-on réformer le p.c.f. ?

Aujourd'hui le Comité Central, qui a décidé majoritairement, d'être unanime, redit bien fort : "*oui au 22ème Congrès*". La ligne stratégique reste et restera la même quelles

que soient les questions que posent les militants du P.C.F. : "*nous n'avons pas de stratégie de rechange*".

Car les dirigeants du P.C.F. non seulement ne veulent pas, mais ne peuvent pas changer de stratégie. A partir du moment où elle basait toute l'activité du parti sur le passage pacifique au socialisme, sur les élections pour gouverner, la direction du P.C.F. condamnait le parti à chercher des voix, c'est-à-dire à faire concessions sur concessions aux couches moyennes.

Tout ce que peut ouvrir comme perspectives le rapport de G. Marchais au Comité Central, c'est de repartir comme avant, mais en ajoutant ici une phrase sur l'unité à la base, là sur les comités du peuple, ailleurs sur l'unité dans l'action. Mais il ne faut pas s'y méprendre : on reste toujours dans le cadre de la même stratégie : "*union du peuple de France*" et "*programme commun*". Jamais les dirigeants du P.C.F. ne remettront vraiment en cause leur stratégie de passage pacifique. Ce serait remettre en cause l'existence même du parti, dont c'est la ligne fondamentale.

Mais dans l'esprit de bon nombre de ceux qui réclament aujourd'hui un authentique débat démocratique sur les raisons de l'échec de la gauche, sur la manière dont la politique du P.C.F. a été menée ces dernières années, sur les leçons à en tirer pour l'avenir, qui demandent que le 23ème Congrès soit préparé de manière réellement démocratique et que les délégués et dirigeants soient véritablement élus et non cooptés, il y a encore cette idée qu'il est possible de réformer le P.C.F., de changer l'orientation du parti et même sa direction.

Loin de nous l'idée de leur administrer une douche froide et de les décourager dans leur lutte, mais nous ne croyons pas qu'il soit possible de réformer le P.C.F., d'en faire à nouveau le parti qui conduira la classe ouvrière et le peuple de notre pays au socialisme. Et ceci, tant sur la base de la pratique que de la théorie.

Jusqu'en 1970, en effet, date de l'exclusion de Tillon, les dirigeants du P.C.F. ont eu recours à l'exclusion pour étouffer toute opposition à leur ligne. C'est ainsi qu'en 1964 et 1965 nombre d'entre nous ont été exclus pour avoir dit leur désaccord avec la position des dirigeants du parti contre le Parti Communiste chinois sans consulter le parti et sans même faire connaître aux militants le point de vue du P.C.C.

Georges Marchais ne déclarait-il pas, devant le 18ème Congrès du P.C.F. en 1967, utilisant ces chiffres volontairement inexacts et minorés : "*le Comité Central a ratifié*

l'exclusion de 79 communistes pour activité hostile au parti, dont 56 liés aux prétendus "Cercles Marxistes-Léninistes", groupuscules entièrement à la solde des dirigeants du Parti Communiste Chinois".

Ce sont des communistes exclus, au premier rang desquels François Marty et Jacques Jurquet, qui s'attelèrent alors à la tâche de reconstruire le parti communiste dont la classe ouvrière et le peuple ont besoin et qui participèrent à la fondation, en décembre 1967, du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France.

Depuis 1970, les dirigeants du P.C.F. n'excluent plus. Ils tolèrent l'existence de courants divers. Mais à une seule condition : c'est qu'ils ne mettent pas en danger son hégémonie et qu'ils restent dans sa mouvance. Ainsi il est intéressant de noter que G. Marchais a rencontré Ellenstein, dont il partage bien des vues, pour tenter d'isoler Althusser qui, lui, n'a pas mâché ses mots dans ses articles parus dans *"Le Monde"*.

Autrement dit, les *"Contestataires"* pourront s'exprimer seulement tant qu'ils ne mettront pas en danger l'orientation stratégique de la direction, dont on a montré qu'elle ne menait en aucun cas au socialisme. Mais gare à ceux qui se mettent à critiquer trop fortement la thèse du passage pacifique.

Car le vrai problème est là : l'avenir montrera que la direction du P.C.F. est prête à tout brader, même le principe du centralisme démocratique, pourquoi pas le nom même de communiste du parti, pourvu que l'orientation générale soit maintenue.

Mais il y a aussi une explication théorique à la situation actuelle du P.C.F. et au fait qu'il soit impossible de la redresser. Depuis Lenine, en effet, les communistes savent que la bourgeoisie peut corrompre un certain nombre de dirigeants ou de militants ouvriers, en utilisant pour ce faire une partie des surprofits impérialistes que la bourgeoisie tire de l'exploitation sauvage des colonies ou néo-colonies. C'est ce que Lenine appelle *"l'aristocratie ouvrière"*, qui est aujourd'hui, avec les cadres techniciens, enseignants, etc... une des bases sociales du projet politique du P.C.F.

C'est cela qui a été à la base du processus qui a fait peu à peu du P.C.F., jadis parti ouvrier révolutionnaire, un parti bourgeois, comme on l'a vu en analysant son véritable projet.

Aussi la seule position tenable pour un communiste dans le P.C.F. aujourd'hui ne peut être que de critiquer inlassablement la ligne fondamentale d'abandon des intérêts de la classe ouvrière, d'abandon de la vie

révolutionnaire. Et cela les conduira non pas à vouloir embellir cette ligne ou la réformer, mais à remettre en cause ce qui fait aujourd'hui l'existence même du P.C.F.

Il faudra rompre avec la stratégie et la ligne du P.C.F., avec ce parti lui-même et travailler à la reconstruction d'un nouveau parti communiste marxiste-léniniste. C'est ce qu'ont fait, voici plus de dix ans, les militants ouvriers, paysans, intellectuels qui ont fondé le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France.

une autre stratégie existe

Comment arriver au changement que veulent la plupart des travailleurs, comment en finir avec la politique d'austérité, le chômage, les bas salaires ? C'est pour cela que la majorité des travailleurs a voté contre les candidats du gouvernement aux dernières élections. C'est pour cela aussi qu'à chaque nouvelle attaque de la bourgeoisie les travailleurs répondent par des mouvements de lutte, on le constate à nouveau au lendemain des élections (R.A.T.P., Renault, Arsenaux, etc...)

Aujourd'hui, la France capitaliste est dominée entièrement par les monopoles. Ils tiennent tout en main : l'économie et le pouvoir d'Etat. Non seulement les grands trusts et les grandes banques, mais aussi les petites et moyennes entreprises qui sont toutes, directement ou indirectement, sous-traitantes des trusts. Qu'il s'agisse de monopoles d'Etats comme E.D.F., la R.A.T.P., ou Renault, l'exploitation des ouvriers et employés y demeure fondamentalement la même. C'est bien la raison pour laquelle ils entrent en lutte contre le gouvernement Giscard-Barre, la grève de Renault début juin en a été une nouvelle preuve.

Si la gauche était au gouvernement et détenait les rênes du système capitaliste, c'est contre ce gouvernement de gauche qu'il faudrait lutter, on l'a bien vu à travers l'analyse du véritable projet des dirigeants du P.C.F. le capitalisme bureaucratique d'Etat. Les revendications ça ne se gagne pas par les élections, mais par les luttes. En 36, ce ne sont pas les élections qui ont amené les 40 heures ou les congés payés, mais les millions de travailleurs qui occupaient les usines. Ce gouvernement de gauche serait d'ailleurs inmanquablement conduit à opprimer et réprimer les travailleurs, compte tenu de sa nature de gouvernement bourgeois. Jules Moch en a fourni l'exemple en 47 en faisant

sauvagement réprimer par les C.R.S. les mineurs en grève. Les travailleurs n'avaient rien à gagner dans la victoire de l'union de la gauche. l'union de la gauche.

Il ne suffit donc pas de prendre le gouvernement et de faire quelques réformes (même si on les baptise "réformes de structures") pour changer réellement le sort de la classe ouvrière et des masses populaires, car c'est tout le système capitaliste d'exploitation, tout l'appareil d'Etat, l'idéologie dominante qui restent capitalistes.

Il y a eu en France des gouvernements de droite de diverses tendances. Des gouvernements de droite avec la participation des socialistes, sous la quatrième République, par exemple. Un gouvernement regroupant à la fois la droite (De Gaulle), les socialistes et le P.C.F. en 45, un gouvernement de gauche en 36. Or, malgré tous ces changements de gouvernement, rien n'a changé fondamentalement dans la condition des travailleurs. Les revendications, c'est par la lutte qu'elles ont été gagnées. Et la bourgeoisie ne cherche-t-elle pas sans cesse à les reprendre ?

Battre la droite, changer de majorité, de gouvernement pour rester toujours dans le même système d'exploitation ne sert à rien. Il faut renverser le système et la domination de la bourgeoisie sur la classe ouvrière. Il faut changer de régime, conquérir un régime socialiste authentique où les travailleurs seront les maîtres.

Oui, n'en déplaie à G. Marchais, il existe bien une autre stratégie, révolutionnaire. La révolution est possible, même si elle n'est pas pour demain matin.

Début 68, un homme politique qu'on prétendait avisé, déclara que "la France était morose" ; rien n'y bougeait, à l'entendre. Ce prophète-là — c'était Pompidou — dût réviser ces prédictions quelques mois plus tard ! Il y a dix années, en effet, qu'éclata mai 68. Aujourd'hui on en fait des livres, on raconte des anecdotes et des souvenirs : les barricades à Paris, l'occupation de la Sorbonne, la paralysie des transports, l'absence de carburant...

Pourtant, mais 68, ce fut beaucoup plus que cela. C'est la preuve vivante, éclatante, que la classe ouvrière de notre pays n'est pas embourgeoisée, qu'elle est prête à la lutte, à l'affrontement de classe, qu'elle est toujours révolutionnaire. Neuf millions de grévistes, des milliers d'usines occupées, une jeunesse en colère, enthousiaste, décidée à changer le monde... Voilà qui en dit mille fois plus long sur les capacités révolutionnaires de notre peuple que toutes les élections.

Tout, pourtant, est rentré dans l'ordre capitaliste, avec Grenelle et les négociations, avec les élections, encore elles. Mais c'est rentré dans l'ordre en apparence seulement car la flamme révolutionnaire des travailleurs des villes et des campagnes ne saurait s'éteindre, les grandes luttes qu'ils ont menées depuis 10 ans en témoignent (Joint Français, Lip, Cables de Lyon, Viticulteurs du Midi, Paysans de Corse et de Bretagne pour ne citer que quelques exemples.)

Nous ne sommes pas des gauchistes qui penseraient qu'il suffit d'être un petit groupe bien décidé, de prendre son fusil pour faire la révolution. La révolution, c'est l'œuvre des larges masses populaires, des ouvriers, des petits paysans, c'est un long processus. Mais il se prépare dès aujourd'hui.

Certes, il est déjà difficile aujourd'hui de mobiliser ses camarades de travail, de savoir s'organiser par la grève, de faire l'unité dans la lutte. Il ne suffit pas d'appeler à la grève pour qu'elle ait lieu, de faire grève pour gagner à coup sûr. Mais c'est bien ainsi et seulement ainsi que l'on prépare la révolution : c'est dans la lutte que l'on gagne des camarades de travail, que la classe ouvrière s'organise, se renforce dans sa volonté de changement véritable, qu'elle apprend à lutter.

C'est pourquoi aujourd'hui nous nous adressons fraternellement aux militants et sympathisants du P.C.F., à tous les travailleurs qui ont cru à "l'Union de la Gauche". Nous leur disons que nous ne formons qu'une seule classe ouvrière, soumise à la même exploitation impitoyable, par les mêmes exploiters.

Nous leur disons que pour faire face aux attaques brutales du gouvernement Giscard-Barre et sortir de l'impasse des partis de gauche, il faut lutter dans l'unité, s'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste.

lutter dans l'unité

Pour vaincre, il faut s'unir, unir la classe ouvrière, unir autour d'elle les petits paysans et les autres couches populaires. L'unité de la classe ouvrière se construit aujourd'hui dans la lutte. A l'occasion des grèves, les travailleurs recourent de plus en plus souvent aux formes d'organisation démocratiques qui permettent de surmonter les divisions entre syndicats, entre syndiqués et non syndiqués. Ce sont, par exemple les comités de grève et les assemblées générales souveraines, la coordination des

luttons pour surmonter le morcellement et l'isolement entre usines d'un même trust, entre établissements d'une même branche.

L'unité des travailleurs français et immigrés grandit en surmontant bien des obstacles. La participation de plus en plus massive des immigrés aux luttes de classe et leur grande combativité a déjà permis de balayer bien des préjugés et la conscience de l'intérêt commun se renforce dans les luttes menées au coude à coude.

De même l'unité entre hommes et femmes. C'est chaque jour que les travailleuses occupent un peu plus toute leur place sur le front de la lutte contre le capital, forçant ainsi les idées, les comportements rétrogrades et sexistes de leurs compagnons d'exploitation à se transformer.

L'unité de la classe ouvrière et des petits et moyens paysans se développe aussi dans les luttes, car ceux-ci ont profondément intérêt à la destruction du système capitaliste, synonyme d'enrichissement pour une minorité de gros exploitants et qui n'apporte à la grande masse des paysans que spoliation et ruine par l'intermédiaire du propriétaire foncier, de la banque ou des industriels de l'agro-alimentaire.

Unité aussi avec toutes les autres couches et classes sociales qui ont au fond les mêmes intérêts que la classe ouvrière : outre les petits et moyens paysans, les employés, les petits commerçants, des ingénieurs et techniciens, une grande partie des intellectuels peuvent être unis sur les positions fondamentales de la classe ouvrière.

C'est la voie de la lutte dans l'unité, classe contre classe : mot d'ordre central du III^e congrès du Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Du point de vue stratégique "*Classe contre Classe*" correspond à la nature prolétarienne de la révolution que nous préparons. Il souligne que la force dirigeante et principale de cette révolution n'est autre que la classe ouvrière. Du point de vue tactique "*classe contre classe*" vise à la reconstitution indispensable de l'unité de combat de la classe ouvrière, sur la base de son idéologie de classe.

s'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans le parti marxiste-léniniste.

La préparation de la révolution nécessite aussi, dès maintenant, de forger un véritable parti communiste qui soit l'état-major de la classe ouvrière et des masses populaires.

Car de même qu'aucune armée au monde n'a jamais pu gagner une bataille, remporter une guerre, sans un état-major qui analyse les forces et les faiblesses de l'ennemi, la disposition de ses troupes, choisit le lieu et le moment de l'attaque, coordonne et dirige, de même, dans les batailles de la lutte des classes, dans la guerre de classe que se livrent le prolétariat et la bourgeoisie, il faut un état-major de combat à la classe ouvrière et au peuple : son Parti communiste.

Lui seul, à condition qu'il sache unir la théorie marxiste-léniniste à la pratique concrète de la révolution dans son propre pays, peut unir en un même combat les luttes dispersées, celles des ouvriers et des paysans, des ouvriers et des autres couches populaires.

Lui seul, grâce à sa participation à la lutte des classes, peut avoir une vue d'ensemble des forces en présence, définir la stratégie de la révolution, la tactique et les mots d'ordre du moment, qui unissent, sont efficaces et conduisent à la victoire.

Sans un parti communiste, les masses populaires ne peuvent avoir de perspectives, elles luttent certes, mais en ordre dispersé. Elles peuvent remporter quelques succès temporaires, ici ou là, mais connaissent rapidement la défaite et la répression.

Qui doit constituer cet état-major qui doit sans cesse avoir la confiance des masses populaires ? Ce sont les meilleurs fils de la classe ouvrière, les ouvriers les plus avancés, les éléments les plus révolutionnaires des autres couches populaires, ceux qui ont compris qu'il fallait s'unir, s'organiser, passer de la lutte économique (pour mieux vendre sa force de travail) à la lutte politique pour changer la société.

Depuis que sous la houlette de Maurice Thorez hier, de Marchais aujourd'hui, le P.C.F. s'est transformé, a abandonné la lutte pour la destruction du système capitaliste, a préconisé l'impossible vie pacifique au socialisme et fondé toute sa stratégie sur l'union au sommet avec les dirigeants socialistes, l'impérieuse et urgente nécessité pour la classe ouvrière est de reconstruire son état-major de combat.

"*Il faut un nouveau parti communiste*" voilà ce qu'il y a 14 ans se disaient déjà des militants exclus du P.C.F. qui allaient bientôt fonder le Parti Communiste marxiste-léniniste de France. Depuis, à travers mille difficultés, à travers des erreurs aussi, ils ont entrepris d'édifier leur parti, de le lier toujours plus à la classe ouvrière et à la paysannerie laborieuse.

Jamais, en quatorze ans, ils n'ont perdu confiance dans la classe ouvrière et dans le militants du P.C.F. Ils savaient qu'un jour de nouveaux militants se poseraient les mêmes

questions qu'ils s'étaient eux-mêmes posées
Ce jour est aujourd'hui venu pour les milliers de
membres du P.C.F., de travailleurs. Ensemble
des discussions fraternelles se sont engagées,

des perspectives d'actions communes contre le
patronat et le gouvernement se dégagent.

C'est là un fait nouveau, qui naît et se
développe, qui se renforcera lorsque se réalisera



l'unité entre le Parti communiste marxiste-léniniste de France et le Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste dans un parti marxiste-léniniste unique.



C'est là le chemin qui conduira la classe ouvrière à refaire son unité, qui lui rendra confiance, qui lui permettra de retrouver, son Parti communiste qui donnera une vigueur nouvelle à la marche en avant vers la destruction du système capitaliste, vers le socialisme.

Pierre BAUBY

NOTES

- (1) Parmi les questions importantes actuellement en débat figure la caractérisation de l'Union Soviétique aujourd'hui : pays socialiste ou pays capitaliste, pays pacifique ou puissance agressive. Cette question ne sera pas abordée dans cette analyse de la stratégie du P.C.F.
- (2) "Le socialisme pour la France" - Rapport du 22ème Congrès du P.C.F. Page 205.
- (3) op. cit. pages 194-195
- (4) op. cit. page 195
- (5) op. cit. page 202
- (6) op. cit. page 207
- (7) documentation du 18ème Congrès du P.C.F. et "Cahiers du Communisme N° 1 - 1976 : Contribution à la sociologie du P.C.F."
- (8) Dans ce rapport, G. Marchais précise, par exemple : "nous n'avons jamais perdu de vue la nature profonde de notre partenaire. Le P.S. représente dans sa forme organisée, le courant social-démocrate réformiste tel que l'histoire l'a fait dans notre pays" ou "ses traits permanents, qui n'ont pas été estompés depuis le Congrès d'Epinay sont (...) la tendance au compromis avec le grand capital et à la collaboration de classes", etc... "L'union est un combat etc..." "L'union est un combat" pages 116-117.
- (9) op. cit. page 186
- (10) Editorial de l' "Humanité" 9 mai 1978
- (11) "France Nouvelle" N° 1697 du 22 mai 1978.